

NON À LA LOI IMMIGRATION PARIS RÉSISTE !

Face à l'alliance du Gouvernement avec la droite et l'extrême droite, les socialistes parisiens disent **NON !**

La loi immigration est un échec moral et politique d'Emmanuel Macron : préférence nationale dans l'attribution d'aides sociales, durcissement du regroupement familial, remise en cause du droit du sol, exclusion des étrangers sans papiers de l'hébergement d'urgence, stigmatisation des étudiants étrangers...

MACRON NE DÉFEND PLUS VOS VALEURS !

Ces mesures sont contraires à nos valeurs républicaines et ne répondent en rien aux enjeux migratoires.

PARIS ENTRE EN RESISTANCE !

Comme Anne Hidalgo l'a annoncé, **Paris continuera d'appliquer les droits et les principes constitutionnels de notre pays** : la préférence nationale n'en fait pas partie.

A Paris, on ne fait pas le tri :

- Application des **mêmes tarifs de cantine pour tous** en fonction des revenus des parents et pas de leur nationalité,
- **Remboursement du pass Navigo** à tous les mineurs parisiens ;
- **Inconditionnalité** de l'hébergement d'urgence ;
- **Pas de modification des conditions** de versement de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

 @PS_Paris  @ps.paris  Fédération de Paris du PS  www.parti-socialiste.paris



Parti socialiste
Fédération de Paris

Socialistes
DE PARIS 

Pour LES SOCIALISTES, il faut ORGANISER la politique migratoire !

Parce que la question migratoire fait partie des préoccupations des Françaises et des Français et que nous sommes dans un moment de fragilité économique et sociale, **nous, Socialistes, ne refusons pas le débat.**

Nous proposons notamment :



D'inclure par la langue et nos valeurs républicaines : assurer l'apprentissage du français dès le dépôt de la demande d'un titre de séjour.

De défendre le droit d'asile et de maintenir l'aide médicale d'État (AME).



De renforcer les moyens des préfectures pour augmenter le nombre de rendez-vous et réduire les délais de traitement des demandes de titres



Pas un mineur à la rue : ils sont des centaines à Paris et 10 000 en France.

Chaque mineur doit être soit à l'école, soit en formation, ou au travail et être hébergé.

D'inclure par le travail : un titre de séjour pour toute personne qui a un contrat de travail depuis au moins 6 mois. De nombreux métiers en tension le réclament.



Toi aussi, mobilise toi contre la loi immigration et contre la victoire idéologique de l'extrême droite.

Viens en discuter avec nous !

Flash ce QR code pour retrouver les dates de nos prochains rendez-vous.

